Corrigé – Brevet 2013 – Histoire-Géographie-EC – Métropole

Repères, guerre froide et travail sur un document de 1982, Repères sur la France, territoires, Union européenne et inégalités, Coopération internationale, République sociale et rôle des médias

Corrigé détaillé rédigé par Ben, professeur particulier – benprofparticulier.fr

Première partie : Histoire – Repères, guerre froide et travail sur un document de 1982 *(13 pts)*

I. Questions

1. On associe à chaque date un personnage et un lieu :

- **52 avant J.-C.** : Vercingétorix (ou Jules César), à **Alésia** : le chef gaulois y est assiégé et vaincu par César.
- **1492** : Christophe Colomb, en **Amérique** (il débarque aux Bahamas, puis explore Cuba et Hispaniola, en cherchant une route vers les Indes par l'ouest).
- **1661-1715** : Louis XIV, à **Versailles** : c'est la période de son règne personnel, de la mort de Mazarin à sa propre mort.

2. Développement construit (au choix : la crise de Cuba ou la guerre de Corée ; les deux sont proposés ci-dessous).

Crise de Cuba — Plan : contexte de guerre froide ; déroulement de la crise (octobre 1962) ; dénouement et conséquences.

> Depuis 1947, le monde est plongé dans la guerre froide : les États-Unis et l'URSS, à la tête de deux blocs rivaux, s'affrontent sans jamais se faire directement la guerre, notamment par une course aux armements nucléaires. En 1962, cette rivalité manque de déclencher une guerre nucléaire autour de l'île de Cuba.
>
> Le 1er janvier 1959, Fidel Castro prend le pouvoir à Cuba, à 150 kilomètres environ des côtes de la Floride. Il nationalise les entreprises américaines et se rapproche de l'URSS. En avril 1961, les États-Unis soutiennent un débarquement d'exilés cubains dans la baie des Cochons, qui échoue. Pour protéger son allié, le dirigeant soviétique Khrouchtchev fait installer secrètement à Cuba des missiles nucléaires capables d'atteindre le territoire américain.
>
> Le 14 octobre 1962, un avion espion américain photographie les rampes de lancement en construction. Le 22 octobre, le président Kennedy annonce à la télévision un blocus naval de l'île et exige le retrait des missiles. Pendant plusieurs jours, le monde est au bord de la guerre nucléaire : des navires soviétiques font route vers Cuba et un avion américain est abattu au-dessus de l'île. Finalement, le 28 octobre, Khrouchtchev accepte de retirer les missiles ; en échange, les États-Unis s'engagent à ne pas envahir Cuba et retirent ensuite, discrètement, leurs missiles installés en Turquie.
>
> Cette crise montre que les deux Grands ont frôlé l'affrontement direct, ce qu'ils redoutaient tous deux. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, ils installent en 1963 une ligne de communication directe entre Washington et Moscou, le « téléphone rouge ». Une période de détente s'ouvre alors dans la guerre froide.

Guerre de Corée — Plan : contexte (Corée divisée, guerre froide) ; les étapes de la guerre (1950-1953) ; bilan.

> Depuis 1947, les États-Unis et l'URSS s'opposent dans la guerre froide. Les Américains appliquent la politique d'endiguement du communisme définie par la doctrine Truman. En 1949, ce conflit s'étend à l'Asie : l'URSS possède la bombe atomique et les communistes de Mao Zedong prennent le pouvoir en Chine.

> En 1945, la Corée, libérée de l'occupation japonaise, est partagée de part et d'autre du 38e parallèle : les Soviétiques occupent le Nord, les Américains le Sud. En 1948, deux États rivaux naissent : la Corée du Nord communiste, dirigée par Kim Il-sung, et la Corée du Sud, alliée des États-Unis. Le 25 juin 1950, avec l'accord de Staline, l'armée nord-coréenne envahit le Sud et s'empare rapidement de Séoul.
>
> L'ONU condamne cette agression et envoie des troupes, en majorité américaines, commandées par le général MacArthur. Après le débarquement d'Inchon en septembre 1950, elles repoussent les Nord-Coréens jusqu'à la frontière chinoise. La Chine populaire envoie alors des centaines de milliers de « volontaires » qui refoulent les forces de l'ONU. Le front se stabilise autour du 38e parallèle. MacArthur, qui veut employer la bombe atomique contre la Chine, est limogé par Truman en 1951 : les États-Unis refusent l'escalade.
>
> L'armistice de Panmunjom, signé le 27 juillet 1953, rétablit la frontière à peu près sur le 38e parallèle. Cette guerre a fait plusieurs millions de morts, militaires et civils. Elle montre que la guerre froide peut devenir une vraie guerre, mais limitée, menée par des alliés interposés. La Corée reste aujourd'hui encore divisée.

> 💡 **Astuce.** La consigne exige le « contexte international » : commence toujours par la guerre froide (deux blocs, course aux armements) avant de raconter. Un récit de Cuba sans les dates du 22 et du 28 octobre 1962 perd des points.

II. Travail sur document

1. Il est question de l'**abaissement de la durée légale du travail de 40 à 39 heures par semaine**, décidé par une ordonnance de janvier 1982 (« 39 heures au lieu de 40 heures »). Son objectif prioritaire est de **lutter contre le chômage en partageant le travail** : « Il faut par conséquent, mieux partager le travail, entre tous ceux qui ont besoin de travailler pour vivre. »

2. La France est alors en **crise économique** : la croissance a fortement ralenti depuis les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et le chômage augmente. Le texte le dit : « Il y a la crise, il y a le chômage, il y a les bouleversements des techniques. »

3. Le président de la République est **François Mitterrand**, élu en mai 1981 (il reste président jusqu'en 1995). Une autre loi votée sous sa présidence : l'**abolition de la peine de mort** (loi du 9 octobre 1981, défendue par le garde des Sceaux Robert Badinter). On peut aussi citer les lois de décentralisation de 1982.

4. « Pour la première fois depuis 1936 » renvoie au gouvernement du **Front populaire**, dirigé par **Léon Blum**, qui a instauré en 1936 la semaine de 40 heures et les congés payés.

5. L'intervention **n'est pas objective**. Pierre Bérégovoy est secrétaire général de l'Élysée, c'est-à-dire un proche collaborateur du président Mitterrand : il défend une mesure prise par le pouvoir qu'il sert. Il n'emploie que des termes élogieux (« une avancée sociale très importante », « C'est donc un progrès social et en même temps un progrès économique ») et ne mentionne aucune critique ni aucun inconvénient, par exemple le coût de la mesure pour les entreprises. Son discours vise à convaincre les téléspectateurs du journal télévisé.

Deuxième partie : Géographie – Repères sur la France, territoires, Union européenne et inégalités *(13 pts)*

I. Questions

1. Repères à placer sur le fond de carte (la carte montre les régions françaises de l'époque et leurs chefs-lieux) :

Repère	Figuré conseillé	Où le placer
Les Alpes	Hachures ou triangles marron (montagne)	Au sud-est, le long des frontières avec l'Italie et la Suisse, du lac Léman jusqu'à la Méditerranée près de Nice.

Repère	Figuré conseillé	Où le placer
Région Languedoc-Roussillon	Aplat de couleur (par exemple orange) sur toute la région	La région du sud bordée par la Méditerranée, entre le Rhône et la frontière espagnole (chef-lieu : Montpellier) ; depuis 2016, elle fait partie de la région Occitanie.
Aire urbaine de Bordeaux	Cercle plein (ou point rouge)	Au sud-ouest, sur la Garonne, à l'emplacement du carré qui marque le chef-lieu de l'Aquitaine.
La ville où siège une institution européenne : **Strasbourg**	Étoile (symbole de l'Union européenne), nom écrit à côté	Au nord-est, en Alsace, sur le Rhin, à la frontière allemande (siège du Parlement européen).

2. Un **conflit d'usages** est une opposition entre des acteurs (habitants, agriculteurs, industriels, touristes, associations, collectivités) qui veulent utiliser un même espace ou une même ressource pour des activités différentes, difficiles à concilier. *Exemple* : sur le littoral, les promoteurs veulent construire des logements et des équipements touristiques, alors que les associations de protection de la nature veulent préserver les espaces naturels et que les ostréiculteurs ont besoin d'une eau non polluée ; l'État arbitre notamment avec la loi Littoral de 1986. Autre exemple : le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, opposait les partisans du projet aux agriculteurs et aux défenseurs de l'environnement ; il a été abandonné en 2018.

3. Un **espace productif** est un espace aménagé et exploité par les sociétés pour produire des richesses : des biens agricoles ou industriels, ou des services. Exemples : une région de grande culture céréalière comme la Beauce, une zone industrialo-portuaire comme Fos-sur-Mer, un technopôle comme Sophia-Antipolis ou une station touristique.

4. L'Union européenne est une grande puissance **économique et commerciale** : c'est l'un des premiers marchés de consommateurs du monde, l'une des premières puissances commerciales, avec une monnaie, l'euro, partagée par de nombreux États membres. Mais sa puissance est limitée :

- **sur le plan politique et militaire** : elle n'a pas d'armée commune et dépend largement de l'OTAN, donc des États-Unis, pour sa défense ; les États membres ont souvent des positions différentes en politique étrangère (par exemple lors de la guerre d'Irak en 2003), car les grandes décisions se prennent à l'unanimité ;
- **sur le plan interne** : elle connaît de fortes inégalités entre ses membres et des divisions, que la crise de la zone euro à partir de 2010 a accentuées ; elle dépend aussi de l'extérieur pour son énergie.

On dit donc souvent que l'Union européenne est un « géant économique » mais un « nain politique ».

II. Travail sur document

1. Le chiffre 8 indique que, en Lettonie, en 2009, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans était de 8 ‰ : sur 1 000 enfants nés vivants, 8 sont morts avant d'atteindre l'âge de cinq ans. C'est l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne (dont la moyenne est de 5 ‰).

2. Le revenu moyen dans l'Union européenne est **élevé** par rapport au reste du monde : le revenu par habitant de l'UE est environ dix fois supérieur à celui de l'Afrique. Il reste toutefois inférieur à celui de l'Amérique du Nord, qui le dépasse d'environ la moitié (l'UE en atteint à peu près les deux tiers). L'UE fait donc partie des régions les plus riches du monde, derrière l'Amérique du Nord. Son taux de mortalité infantile, plus de vingt fois plus faible qu'en Afrique et même plus faible qu'en Amérique du Nord, confirme ce haut niveau de développement.

3. On peut tracer **une première ligne entre l'Irlande et l'Espagne**, et **une seconde entre le Portugal et la Slovaquie**.

Justification :

- **De Luxembourg à l'Irlande** : les pays les plus riches, dont le revenu par habitant dépasse la moyenne de l'UE (plus de 29 000 $), avec un faible taux de mortalité des enfants (3 à 6 ‰). Ce sont des pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, souvent membres anciens de l'Union (dont les membres fondateurs comme la France ou l'Allemagne).
- **De l'Espagne au Portugal** : des pays au revenu intermédiaire, inférieur à la moyenne de l'UE (entre environ 20 000 et 27 000 $), avec un taux de mortalité encore faible (3 à 7 ‰, souvent 3 ou 4 ‰). Ce sont surtout des pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) et les nouveaux membres les plus développés (Slovénie, République tchèque, Chypre, Malte).
- **De la Slovaquie à la Roumanie** : les pays les plus pauvres, au revenu inférieur à 20 000 $ par habitant (la Roumanie atteint à peine 40 % de la moyenne européenne), et au taux de mortalité le plus élevé (6 à 12 ‰). Ce sont des pays d'Europe de l'Est, anciens pays communistes, entrés dans l'UE en 2004 ou en 2007.

> ⚠ **Piège.** La consigne demande de justifier avec les **deux** indicateurs : le revenu et la mortalité infantile. Cite des valeurs pour chaque catégorie et nomme les grandes régions d'Europe concernées (Nord-Ouest, Sud, Est).

Troisième partie : Éducation civique – Coopération internationale, République sociale et rôle des médias *(10 pts)*

I. Questions

1. Un acteur de la coopération internationale : l'**Organisation des Nations unies (ONU)**, créée en 1945 pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Exemple d'action : elle envoie des forces de maintien de la paix, les casques bleus, par exemple au Liban (FINUL) pour surveiller la frontière avec Israël et protéger les populations. Autre acteur possible : une organisation non gouvernementale (ONG) comme **Médecins sans frontières**, qui soigne les victimes de guerres et de catastrophes, par exemple après le séisme d'Haïti en 2010.

2. C'est la **Constitution de la V^{e} République (4 octobre 1958)** qui l'affirme dans son article 1er : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. » Une République sociale cherche à réduire les inégalités et à protéger chacun contre les risques de la vie (maladie, chômage, vieillesse, pauvreté), au nom de la solidarité. *Exemple* : la Sécurité sociale, créée en 1945, rembourse les soins médicaux et verse des allocations familiales et des pensions de retraite grâce aux cotisations de tous. On peut citer aussi le revenu de solidarité active (RSA), qui assure un revenu minimum aux personnes les plus pauvres.

II. Travail sur document

1. Les cartouches à compléter (sans nommer les personnes) :

- cartouche en haut à gauche (relié aux deux nombres 49:12 et 46:06) : **les chronomètres indiquant le temps de parole de chaque candidat** ;
- cartouche en haut au centre (relié aux deux personnes assises au centre de la table) : **les deux journalistes qui animent le débat** (les modérateurs) ;
- cartouche en haut à droite (relié aux icônes entourées à droite de l'écran) : **les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) qui permettent de partager la vidéo** ;
- cartouche du bas (relié aux deux personnes assises aux extrémités de la table) : **les deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle**.

Lieu du tournage : le débat a été filmé dans un **studio de télévision** (sur un plateau aménagé pour l'occasion).

Décor de l'arrière-plan : il représente le **palais de l'Élysée**, résidence officielle du président de la République : c'est le lieu de pouvoir auquel aspirent les deux candidats.

2. Deux médias différents : la **télévision** (le débat est diffusé par la chaîne TF1, dont le logo apparaît sur l'image) et **Internet** (la vidéo est visible sur le site TF1.fr et partagée sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter et Google+).

3. Les médias participent à la vie démocratique d'abord en **informant les citoyens** : en retransmettant le débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2012, la télévision permet à des millions d'électeurs de comparer les programmes et la personnalité des deux candidats avant de voter, ce qui les aide à faire un choix éclairé. Ils garantissent aussi un **débat équitable** : les journalistes posent les questions et distribuent la parole, et les chronomètres montrent que les deux candidats disposent d'un temps de parole égal, conformément aux règles fixées par l'autorité de régulation de l'audiovisuel (à l'époque, le Conseil supérieur de l'audiovisuel). Enfin, grâce à Internet et aux réseaux sociaux, les citoyens peuvent revoir le débat, le partager, le commenter et en discuter : les médias font vivre le débat public. Cela suppose la liberté de la presse et le pluralisme de l'information, qui sont des principes essentiels de la démocratie.

> 💡 **Astuce.** Pour une question « expliquez comment… » en EMC, appuie-toi sur ce que montre le document (chronomètres, journalistes, réseaux sociaux) et relie chaque élément à un principe : information, égalité, pluralisme, liberté d'expression.

Conseils pour le jour J

Cette épreuve de 2 heures est notée sur 40 points, dont 4 pour la maîtrise de la langue : écris des phrases complètes, sans abréviations, et relis ton orthographe. Répartis ton temps selon le barème : environ 45 minutes pour l'histoire, 45 minutes pour la géographie et 25 minutes pour l'éducation civique, en gardant 5 minutes de relecture.

Le développement construit (5 points) est la question la plus payante : choisis le sujet que tu maîtrises le mieux, fais un plan rapide au brouillon et rédige un texte d'une vingtaine de lignes avec une introduction, des dates précises (25 juin 1950 et 27 juillet 1953 pour la Corée, 22 et 28 octobre 1962 pour Cuba) et une conclusion. Pour le document de 1982, appuie chaque réponse sur une phrase recopiée entre guillemets, comme la consigne le demande.

En géographie, la carte de repères se fait au crayon puis aux couleurs, avec des figurés différents pour une montagne (surface), une région (aplat), une ville (point) : un figuré mal choisi coûte des points. Au tableau de l'Union européenne, n'oublie pas de tracer réellement les deux lignes sur le document et de justifier avec le revenu **et** la mortalité des enfants.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).